

Actualités fiscales : nouvelles mesures pour 2026

Derrière des ajustements fiscaux en apparence techniques, la loi de finances 2026 introduit des évolutions susceptibles de modifier en profondeur certaines stratégies patrimoniales et invitent particuliers et chefs d'entreprise à mieux comprendre les règles, anticiper et adapter leurs décisions.

PAR CAROLINE LEANDRI
Conseiller en gestion de patrimoine*

La loi de finances pour 2026 s'inscrit dans une logique d'ajustements ciblés plutôt que de réforme globale. Pourtant, derrière des mesures en apparence techniques, se dessinent des évolutions structurantes pour les contribuables, les épargnants et les chefs d'entreprise. Décryptage des principaux changements à anticiper.



LTD/Q.D.G./H.L. VIA REUTERS

Une nouvelle taxe de 20 % sur certaines holdings

L'objectif du législateur est clair : mieux encadrer la détention de patrimoines dits « passifs » au sein de structures sociétales. Cette mesure mérite une attention particulière de la part des chefs d'entreprise et des investisseurs patrimoniaux. À compter de fin 2026, une taxe de 20 % s'appliquera à certaines sociétés holdings détenant un patrimoine important et générant majoritairement des revenus dits passifs, tels que dividendes, intérêts ou loyers. Sont visées les structures soumises à l'impôt sur les sociétés, dont les actifs dépassent 5 millions d'euros et contrôlées par une personne physique. L'assiette cible les actifs non productifs, comme l'immobilier de jouissance ou certains biens « patrimoniaux ». Cette nouvelle taxe modifie en profondeur l'équilibre des stratégies patrimoniales, notamment pour les structures détenant de l'immobilier non affecté à une activité économique. Elle incite à réexaminer la pertinence de certaines organisations juridiques et financières. Dans ce contexte, une analyse personnalisée devient indispensable. La nature des actifs, le niveau d'endettement ou encore la répartition des revenus conditionneront directement l'exposition à cette taxation. Une anticipation dès aujourd'hui permettra d'en mesurer l'impact et, le cas échéant, d'envisager des ajustements adaptés.

PER : un tournant après 70 ans

Autre évolution notable : le durcissement des règles applicables aux plans d'épargne retraite (PER) après 70 ans. À partir de 2026, les versements réalisés après cet âge ne sont plus déductibles du revenu imposable. De même, les sommes issues de l'épargne

salariale versées sur un PER ne bénéficient plus d'une exonération d'impôt sur le revenu pour les épargnants concernés. En contrepartie, la fiscalité à la sortie est aménagée, mais l'intérêt global du dispositif diminue nettement après 70 ans. Ces mesures invitent donc à anticiper davantage sa stratégie d'épargne retraite avant cet âge clé. En pratique, le PER reste un outil pertinent, mais son utilisation doit désormais être ajustée en fonction de l'âge et des objectifs patrimoniaux, en particulier pour les épargnants seniors.

Transmission d'entreprise : un pacte Dutreil recentré

Le régime Dutreil, pilier de la transmission d'entreprise, est lui aussi ajusté. S'il conserve son avantage majeur (une exonération de 75 %), son périmètre est désormais recentré sur les actifs strictement nécessaires à l'activité. Par ailleurs, la durée de conservation des titres est allongée de 4 à 6 ans, renforçant les contraintes pour les bénéficiaires. L'objectif est de réserver ce dispositif aux véritables outils professionnels, en limitant les stratégies à dominante patrimoniale. Pour les chefs d'entreprise, cela implique d'anticiper davantage la transmission : structuration des actifs, arbitrage entre immobilier d'exploitation et de placement, ou encore réflexion sur la composition du bilan.

Transmission d'entreprise : un pacte Dutreil recentré

Le régime Dutreil, pilier de la transmission d'entreprise, est lui aussi ajusté. S'il conserve son avantage majeur (une exonération de 75 %), son périmètre est désormais recentré sur les actifs strictement nécessaires à l'activité. Par ailleurs, la durée de conservation des titres est allongée de 4 à 6 ans, renforçant les contraintes pour les bénéficiaires. L'objectif est de réserver ce dispositif aux véritables outils professionnels, en limitant les stratégies à dominante patrimoniale. Pour les chefs d'entreprise, cela implique d'anticiper davantage la transmission : structuration des actifs, arbitrage entre immobilier d'exploitation et de placement, ou encore

réflexion sur la composition du bilan.

Anticiper pour mieux s'adapter

Pris isolément, chacun de ces ajustements peut sembler limité. Mais ensemble, ils traduisent une évolution de fond : un recentrage des avantages fiscaux sur l'économie réelle et une volonté d'encadrer davantage les stratégies patrimoniales. Dans ce contexte, l'anticipation devient essentielle. Revoir l'organisation de ses actifs, adapter ses choix d'épargne et préparer sa transmission sont autant de leviers à activer pour sécuriser et optimiser sa situation dans la durée. L'objectif est de réserver ce dispositif aux véritables outils professionnels, en limitant les stratégies à dominante patrimoniale. Pour les chefs d'entreprise, cela implique d'anticiper davantage la transmission : structuration des actifs, arbitrage entre immobilier d'exploitation et de placement, ou encore réflexion sur la composition du bilan.

Anticiper pour mieux s'adapter

Pris isolément, chacun de ces ajustements peut sembler limité. Mais ensemble, ils traduisent une évolution de fond : un recentrage des avantages fiscaux sur l'économie réelle et une volonté d'encadrer davantage les stratégies patrimoniales. Dans ce contexte, l'anticipation devient essentielle. Revoir l'organisation de ses actifs, adapter ses choix d'épargne et préparer sa transmission sont autant de leviers à activer pour sécuriser et optimiser sa situation dans la durée.

Déclaration d'impôt : les questions que se posent le plus souvent les contribuables

Chaque année, la déclaration d'impôt constitue un moment clé pour les ménages. Au-delà d'une simple formalité administrative, elle soulève de nombreuses interrogations, tant sur les règles à respecter que sur les opportunités d'optimisation. Voici les principales préoccupations rencontrées en pratique.

- Bien identifier les revenus à déclarer

La première difficulté consiste à s'assurer que l'ensemble des revenus est correctement pris en compte. Si une grande partie des informations est aujourd'hui préremplie, des doutes subsistent fréquemment, notamment pour les revenus complémentaires, les locations, ou encore les revenus perçus à l'étranger.

- Comprendre les charges déductibles et les avantages fiscaux

De nombreux contribuables cherchent à savoir quelles dépenses peuvent alléger leur imposition. Emploi à domicile, dons, frais de garde, pensions alimentaires ou encore frais professionnels : autant de dispositifs qui nécessitent d'être bien maîtrisés pour être utilisés efficacement.

- Optimiser sa situation fiscale

La déclaration est aussi l'occasion de s'interroger sur le montant de son impôt. Certains choix, comme l'option pour les frais réels ou la répartition des charges au sein d'un foyer, peuvent avoir un impact significatif et méritent d'être étudiés avec attention.

- Faire les bons choix pour les enfants

La question du rattachement des enfants majeurs revient régulièrement. Selon les situations, le rattachement au foyer fiscal ou la déduction d'une pension alimentaire peut être plus avantageux.

- Déclarer les changements de situation personnelle

Mariage, séparation, naissance ou déménagement : ces événements influencent directement le calcul de l'impôt. Leur prise en compte correcte est essentielle pour éviter toute erreur ou mauvaise surprise.

- Gérer les erreurs et les ajustements

La crainte de se tromper est fréquente. Il est pourtant possible de corriger sa déclaration après validation, ce qui permet de sécuriser sa situation en cas d'oubli ou d'inexactitude.

- Mieux comprendre le prélèvement à la source

Bien qu'il soit désormais intégré dans le quotidien des contribuables, son fonctionnement reste parfois mal compris. La déclaration annuelle permet notamment d'actualiser le taux et de régulariser la situation fiscale.

- En pratique : un moment à ne pas négliger

La déclaration d'impôt ne se limite pas à une obligation déclarative. Elle constitue un véritable outil de pilotage de sa situation patrimoniale. Une bonne compréhension des règles et un accompagnement adapté, permet non seulement d'éviter les erreurs, mais aussi d'optimiser durablement sa fiscalité.

Cousette
Boutique
Maison fondée en 1970

INDIES
BLEU BLANC ROUGE
DEVERNOIS
MARINA RINALDI
PERSONA
BY MARINA RINALDI
ELENA MIRO
GRANDES TAILLES
TINTA
BARILOCHE
FUCHS SCHMITT
CHAPEAUX, BIJOUX,
ACCESSOIRES

INDIES

► Lundi sur rendez-vous
du mardi au samedi 9h30/12h30 et 14h30/19h

Les Jardins de bodiccione - Boulevard louis campi
AJACCIO - 04 95 22 11 63